
Appel à contributions sur le thème Imaginer « l'après »

Vulnérabilité environnementale et décision publique en contexte post-catastrophe

Séminaire international - Lyon, Ottawa, Tokyo, 7-9 octobre 2022

Avec l'appui de l'Institut français de recherche sur le Japon - Maison franco-japonaise (MEAE) et de l'International Research Institute of Disaster (IRIDeS) de Sendai (Japon)

Projet lauréat de l'appel à projets « Exploration Japon 2020 » porté par l'Ambassade de France au Japon et l'Institut français du Japon

Contexte

Cet appel à contributions s'inscrit dans le cadre de la préparation du séminaire international « Imaginer l'après », sur le thème *Vulnérabilité environnementale et décision publique en contexte post-catastrophe* proposé à la suite du projet « Exploration Japon 2020 » mené en lien avec les différents partenaires mentionnés.

Il trouve place dans le programme de travail de la Chaire conjointe de recherche sur l'urbain anthropocène des universités d'Ottawa et de Lyon, animée par Vincent Mirza et Michel Lussault. Il se propose de contribuer à mettre en réseau les acteurs et les chercheurs des trois espaces géographiques concernés (Japon, Canada et France), au bénéfice d'une réflexion critique sur les impacts des risques majeurs et d'une interpellation des politiques publiques en contexte post-catastrophe.

Cette démarche se concrétisera à travers l'organisation de « webinaires » préparatoires à l'initiative de chaque site et d'un séminaire international en lien direct avec les trois territoires concernés (Lyon, Ottawa, Tokyo). Les résultats des recherches menées au Japon dans le cadre du programme « Exploration Japon 2020 », de cet appel à contributions international et des échanges menés au cours du séminaire se traduiront par la mise en œuvre et l'édition d'un ouvrage collectif au premier semestre 2023.

Thématique générale

Les changements climatiques globaux qui affectent notre planète et la dégradation des écosystèmes littoraux qui les accompagnent provoquent de nombreux désordres et événements naturels en France, au Japon et en Amérique du Nord, comme dans bien d'autres régions du monde, qu'elles soient développées ou non. L'exposition des communautés humaines à des risques majeurs comme les inondations, l'érosion des sols, les raz-de-marée et autres tsunamis, avec leurs effets induits sur les infrastructures et/ou les installations industrielles et leurs conséquences dramatiques pour les biens et pour les personnes, est un facteur de crise de confiance dans les pays et les zones de peuplement confrontés à ce type d'événements qui ont tendance à s'accélérer et à accentuer la vulnérabilité de ces territoires. Il est essentiel de comprendre comment ces risques sont perçus par les populations et comment leurs représentations influent sur les attitudes individuelles ou collectives, sur le bien-être et la santé, sur les comportements sociaux, et de mieux identifier les récits qui en découlent. Il s'agit d'identifier les capacités d'influence des habitants et de la société civile sur la décision publique pour pouvoir organiser ou consolider la prévention et favoriser des réponses globales adaptées aux désordres environnementaux en tenant compte de ces perceptions en contexte post-catastrophe.

Si le cas du Japon, que l'anniversaire de la triple catastrophe du Tōhoku de 2011 a contribué à remettre sur le devant de la scène, reste emblématique, les désordres environnementaux se sont multipliés, ces dernières décennies, sur tous les continents aussi bien qu'en France, avec les effets meurtriers de la tempête Xynthia (mars 2010) ou les inondations à proximité du littoral méditerranéen (2019-2020). Ces désordres se conjuguent parfois avec des accidents industriels majeurs, comme celui survenu à la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi en mars 2011, ou des destructions infrastructurelles et du milieu naturel considérables, comme celles provoquées par l'ouragan Katrina, en août 2005, sur la côte sud des États-Unis, ou encore les incendies intervenus à une échelle inédite, au cours de l'été 2021, en Colombie-Britannique et dans l'ouest du Canada.

Le déclenchement de la pandémie de Covid-19 et l'ampleur des bouleversements qu'elle a provoqués depuis deux ans au niveau planétaire ont mis l'accent sur l'impact considérable de ces catastrophes dans tous les domaines : santé, environnement, économie, vie sociale, voire exercice de la démocratie. Ces événements, leur impact mondial et les réactions d'une opinion publique sous le choc peuvent-ils modifier de façon significative les modalités de production, les conditions de vie, les techniques de prévention et les processus de la décision publique, alors que les enjeux sont de mieux en mieux identifiés par les experts et les milieux scientifiques, mais restent souvent ignorés des décideurs ? Les réponses peuvent être diverses selon les pays et les territoires, mais elles traduisent fréquemment une absence – ou pour le moins une faiblesse – des liens entre l'expertise d'usage des habitants et des acteurs locaux, le poids des agents économiques et la formulation des décisions publiques.

Ce séminaire et cet appel à contributions ont pour but de procéder à une actualisation critique de ces questions à partir de points de vue contrastés, et de contribuer à construire des politiques publiques plus inclusives et plus efficaces vis-à-vis des menaces environnementales, sanitaires et sociales pesant sur les populations et sur leurs territoires

Thématiques particulières

Trois thématiques particulières sont proposées à la réflexion des chercheurs :

- Risques, vulnérabilités, précarités : état(s) des lieux et mise(s) en perspective(s)
- Éthique et action publique : habitants et décideurs égaux face à la catastrophe ?
- « Imaginer l'après » : quels impacts prospectifs sur la décision publique ?

Ces trois thématiques particulières seront privilégiées par le conseil scientifique dans la sélection des propositions, mais cela n'exclut nullement de traiter également de thématiques associées ou complémentaires ni d'élargir les territoires de réflexion proposés, au bénéfice d'approches nouvelles ou originales.

Modalités et délais de réponse

Les propositions et manifestations d'intérêt sont attendues pour le **15 mars 2022** au plus tard (texte 2 x A4 au maximum, au format Word ou PDF) à l'adresse mail indiquée.

Les langues retenues sont l'anglais et le français.

La sélection définitive des propositions sera effective au 15 mai 2022.

Les contributions proprement dites seront à rendre pour le **30 juin 2022** au plus tard (au format Word ou PDF). Des indications complémentaires seront adressées dans l'intervalle aux auteurs des projets retenus.

Le séminaire aura lieu (en présentiel et en lien vidéo) du 7 au 9 octobre 2022.

La publication interviendra au cours du 1^{er} semestre 2023.

Coordination scientifique

Michel Lussault, directeur de l'École urbaine de Lyon, Université de Lyon

Vincent Mirza, directeur du Centre de recherche sur le futur des villes, Université d'Ottawa

Philippe Dufieux, directeur du Laboratoire architecture urbanisme recherche (LAURe)-EVS, École nationale supérieure d'architecture de Lyon,

Jérémy Peltier, directeur des études de la Fondation Jean Jaurès

Direction de projet et suivi général

Pierre Gras, LAURe/EVS (UMR 5600 CNRS)

Pour tous contacts : pierre.gras@lyon.archi.fr - Tél. ++(33) 6 07 15 96 84